



**FRONT POLISARIO :  
UNE FORCE DE DESTABILISATION REGIONALE  
TOUJOURS ACTIVE**

**Sous la direction de Claude MONIQUET  
Président de l'ESISC**

**Octobre 2008**

## TABLE DES MATIERES

<b>Introduction</b> .....	3
<b>1. Risques de dérives de certains éléments du Polisario vers le terrorisme islamiste</b> .....	4
1.1. <i>Un mouvement affaibli, perméable à l'idéologie salafiste</i> .....	4
1.2. <i>Un important réservoir de recrutement pour l'AQIM</i> .....	5
1.3. <i>Le Polisario peut-il devenir une filiale d'al-Qaïda ?</i> .....	5
<b>2. Risques de dérives vers le grand banditisme</b> .....	7
2.1. <i>Un terreau propice au développement d'une criminalité organisée</i> .....	7
2.2. <i>Perspectives</i> .....	8
<b>3. Poursuite du détournement des aides internationales</b> .....	8
3.1. <i>Un lourd passif de détournement</i> .....	8
3.2. <i>Une tendance appelée à se poursuivre</i> .....	9
<b>4. Une situation préoccupante au sujet des droits de l'homme</b> .....	10
4.1. <i>Un bilan médiocre en matière de respect des droits de l'homme</i> .....	10
4.2. <i>Des avancées insuffisantes</i> .....	11
<b>5. Retrait des négociations de Manhasset</b> .....	12
5.1. <i>Nouveau constat d'échec à Manhasset</i> .....	12
5.2. <i>Volonté américaine de poursuivre les négociations</i> .....	13
<b>6. Un cruel manque de démocratie interne</b> .....	14
6.1. <i>Colère après la suspension des négociations</i> .....	14
6.2. <i>Contestation de la légitimité du Front Polisario</i> .....	15
6.3. <i>Existe-t-il une alternative crédible au Polisario ?</i> .....	16
<b>7. Relations entre le Polisario et l'Algérie</b> .....	17
7.1. <i>Un soutien historique au Polisario</i> .....	17
7.2. <i>Une relation qui entrave le processus de négociations</i> .....	18
7.3. <i>Ambiguïtés de la position d'Alger</i> .....	18
<b>Conclusion</b> .....	19

## Introduction

Plus de trente ans après le départ des derniers administrateurs espagnols, le conflit qui agite le Sahara occidental n'a toujours pas été résolu. Malgré des efforts internationaux de médiation, notamment sous l'égide des Nations unies, les différentes parties ne sont pas parvenues à trouver un accord concernant ce territoire contrôlé et administré à plus de 80% par le Maroc.

Acteur central du conflit, théâtre de la rivalité entre Alger et Rabat, le Front Polisario se trouve aujourd'hui dans un état de délitement avancé qui en fait une menace sérieuse pour la stabilité régionale.

Officiellement créé le 10 mai 1973 dans le but de mettre fin à l'occupation espagnole du Sahara occidental, le Polisario s'est lancé dans une lutte armée pour s'opposer au rattachement du territoire au Maroc et à la Mauritanie. Il a par ailleurs créé la République arabe sahraouie et démocratique (RASD), reconnue à l'époque par plusieurs pays africains comme l'Algérie et la Libye, et Cuba, Etats soutenus par l'Union soviétique.

Après avoir contraint la Mauritanie, par le biais d'une lutte armée sanglante, à renoncer à ses revendications sur le Sahara occidental en 1979, le Polisario a concentré ses efforts militaires contre le Maroc. Le cessez-le-feu signé en 1991 sous l'égide des Nations unies a permis le lancement d'un processus de négociations qui n'a, à ce jour, pas produit d'avancées concrètes, malgré les espoirs qu'avait pu faire naître l'ouverture des pourparlers de Manhasset, parrainés par l'ONU.

Les trente-cinq années d'existence du Front Polisario ont donné lieu à de nombreuses dérives, notamment dans le domaine du respect des droits de l'homme, dénoncées par les instances internationales spécialisées et largement documentées dans de nombreux ouvrages et rapports. Nous avons, nous-mêmes, publié, ces trois dernières années, deux rapports circonstanciés sur ces errements.

Cette nouvelle étude ne propose donc pas une étude de caractère historique du passé du Polisario mais bien d'offrir une vision actualisée d'un mouvement en pleine déliquescence qui, plus que jamais, nous semble être une menace pour la stabilité régionale. Nous nous sommes appuyés, au cours de nos recherches, sur de nombreux entretiens avec des témoins et acteurs de terrain – membres anciens ou actuels du Front Polisario, officiers de services de renseignement s'intéressant à la zone sahélo-saharienne, humanitaires et membres d'ONG présentes dans le sud de l'Algérie et en Afrique sub-saharienne -, ces contacts ayant été rendus possibles par le travail de fond que nous avons mené, depuis 2005, sur le Front Polisario. Nous avons également dépouillé de nombreuses sources ouvertes – articles de la presse régionale et internationale, rapports d'ONG et d'organisations internationales – afin de proposer un examen objectif de l'évolution des principales dérives qui ont caractérisé le mouvement indépendantiste sahraoui ces deux dernières années.

Certaines de ces dérives ne sont pas nouvelles et avaient déjà été évoquées et dénoncées dans nos précédents rapports, nous ne pouvons que constater qu'elles se sont poursuivies. D'autres, au contraire, ne sont apparues que récemment. C'est le cas, entre autres, du rapprochement de certains éléments du Polisario avec le terrorisme islamiste.

## 1. Risques de dérives de certains éléments du Polisario vers le terrorisme islamiste

En raison de sa situation géographique, le Sahara occidental occupe une place importante dans le cadre de la lutte contre le terrorisme islamiste. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis se sont investis pour essayer de résoudre le conflit qui agite la région. En 2005, l'implication personnelle du sénateur John McCain, actuel candidat du parti républicain à la présidence des Etats-Unis, mettait en évidence les enjeux sécuritaires représentés par le territoire revendiqué par le Front Polisario<sup>1</sup>.

L'Afrique du Nord est en effet devenue un des principaux fiefs de la mouvance al-Qaïda lorsque le GSPC (Groupement salafiste pour la prédication et le combat) a été officiellement rattaché à l'organisation d'Oussama Ben Laden en devenant **al-Qaïda au Maghreb islamique** (AQIM) - **Tanzim al-Qaida Bilad Al Maghrib Al Islami** - en janvier 2007. Implanté en Algérie où il a commis des attentats de grande envergure contre le gouvernement algérien et les Nations unies, l'AQIM est présent et actif dans l'ensemble de la région, et est notamment devenu extrêmement virulent en Mauritanie, pays fragile disposant d'une frontière de 1561 km avec le Sahara occidental.

### 1.1. Un mouvement affaibli, perméable à l'idéologie salafiste

La question d'une dérive islamiste du Polisario a été évoquée à maintes reprises par de nombreux experts. **Le développement de l'idéologie salafiste dans la région, symbolisée par l'AQIM, et l'usure de plus de trente années d'une lutte vaine ont facilité le rapprochement de la frange la plus jeune du Polisario vers des mouvances radicales.**

En 2005, **Hametti Rabani**, un des anciens dirigeants du mouvement, faisait un constat sévère mais crédible de l'état du mouvement. « *Le Polisario est en situation d'échec. La majorité des anciens combattants l'ont quitté et se sont reconvertis dans les affaires en Mauritanie. De nombreux dirigeants historiques sont partis également. Restent pas mal de jeunes. Que peut leur dire la direction ? Quel espoir peut-elle leur donner ? Aucun, le mouvement est dans l'impasse, alors certains, pour ne pas se désespérer, se tournent vers la religion, vers Dieu. Ils n'attendent plus rien des chefs du Polisario mais tout de Dieu. Dieu remplit le vide laissé par l'idéologie passiste de la direction du Polisario<sup>2</sup> ».*

Cette radicalisation de la frange la plus jeune du mouvement est plus ancienne qu'on ne pourrait le penser car elle remonte aux **années 1980**. Ancien du Polisario, **Mustapha Bouh** évoque les origines de ce rapprochement d'une partie de militants de son mouvement avec des courants islamistes radicaux : « *Tout a commencé à la fin des années 1980. Des étudiants venus des camps de Tindouf et présents dans les universités d'Alger ou d'autres villes du nord y ont rencontré des membres du FIS*

---

<sup>1</sup> Claude Moniquet (dir.), *Le Front Polisario : Partenaire crédible de négociations ou séquelle de la Guerre froide et obstacle à une solution politique au Sahara occidental ?*, European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC), novembre 2005, p.8.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 68.

[Front islamique du Salut] *qui tenaient le haut du pavé dans les facultés à cette époque. Ils ont été contaminés et sont revenus animés par l'idéologie islamiste*<sup>3</sup> ».

Ce rapprochement entre une frange du Polisario et l'idéologie islamiste s'est malheureusement concrétisé par des contacts entre des membres du mouvement et des terroristes du GIA (Groupe islamique armé) algérien. Ces relations se sont même apparentées à du soutien lorsqu'en 1994, des armes fournies par l'armée algérienne au Polisario ont été retrouvées, par ces mêmes services de sécurité algériens, entre les mains de militants du GIA<sup>4</sup>. Si les conditions exactes dans lesquelles ces armes se sont retrouvées en la possession de terroristes algériens restent inconnues, les contacts entre les deux organisations illustrent la **proximité entre le Front Polisario et des groupes terroristes islamistes**.

### 1.2. *Un important réservoir de recrutement pour l'AQIM*

Si l'imprégnation d'une partie du Polisario par l'idéologie salafiste ne peut être assimilée à une islamisation du mouvement dans sa globalité, ce dernier est toutefois devenu **un des principaux bassins de recrutement de l'AQIM**. La presse nord-africaine dans son ensemble a fait état de cette **tendance qui s'est fortement accentuée durant l'été 2008**.

Le quotidien algérien *ElKhabar* citait dans un article de **juillet 2008** des sources sécuritaires locales d'après lesquelles **un certain nombre d'individus issus du Sahara occidental se trouveraient dans des camps d'entraînement de l'AQIM proches de la frontière avec le Mali**<sup>5</sup>.

En août 2008, un quotidien marocain révélait que des membres de l'AQIM écumaient les camps du Polisario – et notamment le camp de Tindouf – afin de recruter de nouveaux djihadistes rompus aux techniques de combat dans le désert. D'après l'article, environ **265 anciens du Polisario auraient déjà rejoint les rangs de l'organisation terroriste**<sup>6</sup>.

**La démobilisation et l'imprégnation par l'idéologie salafiste d'une partie des troupes du Polisario constituent en effet une aubaine pour une organisation comme l'AQIM qui a un important besoin de recruter de nouveaux combattants** en raison des nombreuses arrestations qui l'affaiblissent et du phénomène d'attrition dû à la mort en opération d'une part significative de ses effectifs.

### 1.3. *Le Polisario peut-il devenir une filiale d'al-Qaïda ?*

La question de l'islamisation du Front Polisario mérite d'être posée au vu de **la complémentarité qui existe entre le mouvement du Sahara occidental et l'AQIM**. Un groupe transnational comme al-Qaïda a en effet besoin de relais locaux et aurait tout intérêt à s'appuyer sur des éléments actifs du Polisario. Ce dernier

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>5</sup> « Des terroristes touaregs et du Sahara occidental dans les fiefs d'Al Qaïda du sud », *ElKhabar*, 15 juillet 2008.

<sup>6</sup> « L'organisation d'al-Qaïda recrute des Sahraouis dans les camps de Tindouf », *Al-ahdath Almaghribia*, numéro 3468, 6 août 2008.

pourrait également profiter de l'appui financier et d'un renouveau idéologique apporté par l'islamisme radical lui permettant de remobiliser une base lassée par trente-cinq années de promesses non tenues.

Par ailleurs, **les deux organisations partagent un certain nombre d'objectifs et surtout d'ennemis. La volonté de déstabiliser le Maroc est commune à al-Qaïda et au Polisario. Les deux groupes ont également fait de la Mauritanie une de leurs principales cibles dans la région et une base logistique d'autant plus importante que ce pays est l'une des portes de l'Afrique subsaharienne**. Al-Qaïda a déjà mené des actions de grande envergure en Mauritanie et menace régulièrement le pays.

Ces présomptions ont été confirmées en décembre 2003, lorsque les services de sécurité mauritaniens ont procédé à l'arrestation de **Baba Ould Mohamed Bakhili**, membre actif du Polisario alors que ce dernier était en train de voler de grandes quantités d'explosifs dans les dépôts de la Société nationale mauritanienne de l'industrie minière. **On remarquera que les 153 bouteilles de produits inflammables et les quelque 12 kilomètres de fil utilisé pour des explosions télécommandées qu'il s'était procurés ne font pas partie du matériel utilisé habituellement par les guérillas mais plutôt par des organisations terroristes désireuses de fabriquer des bombes**<sup>7</sup>. On peut dès lors se demander si **le but de cette opération était, pour le Front, de commettre des attentats ou s'il désirait vendre ces produits à des groupes islamistes radicaux présents dans le Sahara.**

Le 4 juin 2005, l'attaque du GSPC contre la caserne mauritanienne de **Lamghiti**, durant laquelle 15 personnes trouvèrent la mort, renforça les doutes existant à propos d'une collaboration entre des membres du Front et des groupes islamistes radicaux. En effet, **des véhicules du Polisario auraient participé à l'attaque menée par le GSPC et, selon des témoins, certains des assaillants parlaient hassani, un dialecte parlé en Mauritanie et au Sahara occidental**<sup>8</sup>.

**Ajoutons que dès le mois d'avril 2004, les autorités mauritaniennes avaient démantelé un réseau d'acheminement de volontaires de l'ex-GSPC vers le nord du Mali. Ce réseau était chapeauté par un membre du Front Polisario qui fut tué par la suite à Ménée (Algérie) au cours d'une action du GSPC qui avait coûté la vie à 13 douaniers algériens.**

**Un an plus tard, en avril 2005, l'arrestation de huit « volontaires » mauritaniens pour le Djihad avait mis en lumière le rôle d'un jeune membre du Polisario dans leur recrutement.**

**Enfin, en novembre 2007, était démantelée au Mali une structure de l'AQIM entretenant des liens étroits avec certains habitants des camps de Tindouf.**

La déstructuration du Polisario est incontestablement **un facteur utilisé par des groupes islamistes pour développer leurs activités**. Si une collaboration de

---

<sup>7</sup> Claude Moniquet, *op. cit.*, p. 69.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 71.

grande ampleur entre le Polisario et des groupes radicaux régionaux comme l'AQIM n'est pas à exclure si le conflit au Sahara ne se règle pas, **le risque plus immédiat concerne les efforts de recrutement de l'AQIM dans les camps du Polisario**. Cette tendance, qui s'est accentuée durant l'année, demeure la menace à court terme la plus sérieuse. Par ailleurs, il convient de rester extrêmement attentif à l'évolution de la stratégie du Front et à ses effets sur une base populaire dont l'effritement pourrait l'inciter à adopter l'idéologie et les méthodes de groupes comme l'AQIM.

## 2. Risques de dérives vers le grand banditisme

Un autre risque directement lié à la perte de vitesse et à la faillite idéologique du Polisario est la reconversion d'une part importante de ses effectifs vers le banditisme et le crime organisé transfrontalier.

### 2.1. Un terreau propice au développement d'une criminalité organisée

L'**extrême pauvreté** qui règne dans les camps du Front est le principal facteur ayant précipité la dérive de nombre de membres du groupe vers la criminalité. Alors qu'il est rare que les salaires des fonctionnaires soient versés avant plusieurs mois voire, dans certains cas, plusieurs années, les militaires ne sont guère mieux traités. Un ancien du Polisario expliquait en 2001 que « *les officiers reçoivent entre 12 et 17 dollars deux fois par an, une situation qui les force à trouver d'autres revenus, (...) comme le trafic*<sup>9</sup> ».

De plus, le **recul de l'adhésion populaire** à ce mouvement séparatiste a favorisé le développement de la criminalité. **Aymeric Chauprade**, professeur de géopolitique à la Sorbonne, explique que, **pour palier la baisse de sa popularité, le Polisario est amené à « acheter de plus en plus les siens »**. Et d'ajouter que pour ce faire, le mouvement a recours à divers trafics et participe activement « *aux filières d'immigration clandestine*<sup>10</sup> ».

A plusieurs reprises durant ces dernières années, des membres du Polisario ont été impliqués dans des affaires de trafic d'êtres humains transitant par le Maroc et à destination de l'Europe. Ces inquiétudes liées au trafic d'êtres humains figurent dans plusieurs rapports du secrétaire général des **Nations unies**<sup>11</sup>. Par ailleurs, de nombreux Sahraouis liés au mouvement séparatiste ont fait l'objet d'arrestations pour des faits liés au trafic d'armes, d'essence, de contrebande de cigarettes ou de pièces détachées de voitures<sup>12</sup>.

Outre les facteurs internes au Polisario, **l'impunité qui existe dans la zone subsaharienne a favorisé le développement de trafics en tout genre de la même façon qu'il a contribué à la propagation du terrorisme dans la région**.

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>10</sup> Aymeric Chauprade, « Sahara, le risque des 'zones grises' », *L'Economiste*, décembre 2006.

<sup>11</sup> Kofi Annan, *Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental*, S/2004/827, 20 octobre 2004.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/No4/555/85/PDF/No455585.pdf?OpenElement>

<sup>12</sup> Claude Moniquet, *op. cit.*, p. 71.

## 2.2. Perspectives

**De récents éléments laissent penser que la dérive d'une partie des membres du Front Polisario vers la criminalité et le banditisme est appelée à se poursuivre et pourrait même s'aggraver.**

**Jan Egeland**, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies, évoquait en juin 2008 le **développement considérable du trafic de drogue**. D'après, M. Egeland, **les trafiquants de drogue colombiens sont en train de s'implanter dans la région** et « *se battent pour obtenir le contrôle des itinéraires transsahariens qui leur permettent d'acheminer leurs drogues vers l'Europe et jusqu'au Golfe*<sup>13</sup> ». Si une collusion entre le Front et ces trafiquants n'a pas été démontrée à ce jour, **il est difficilement concevable que le mouvement indépendantiste sahraoui n'ait pas été associé, d'une façon ou d'une autre, à l'utilisation du Sahara pour le transit de drogue colombienne**. Une organisation comme le Polisario aurait en effet bien besoin des « *fonds illimités* » attribués aux trafiquants sud-américains par le conseiller spécial de Ban Ki-moon.

Par ailleurs, **Saïd Djinnit**, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest met en garde contre les **liens entre la criminalité et l'islamisation**. « *Le regain de tension dans la région sahélienne est la combinaison de plusieurs facteurs. Il y a des rébellions anciennes sur lesquelles sont venues se greffer de nouveaux phénomènes, le terrorisme, qui est présent dans la région mais surtout le trafic de drogue et le crime organisé qui se sont développés de façon très importante*<sup>14</sup> », explique-t-il.

Il est difficile de ne pas penser au Front Polisario à la lecture des propos de M. Djinnit. **Cette conjonction entre le trafic et l'islamisation est en effet une véritable menace qui pèse sur le Polisario et qui pourrait, en l'absence de progrès dans le processus des négociations, faire pencher sa base vers l'une ou l'autre des options, avec des conséquences désastreuses pour la stabilité régionale.**

## 3. Poursuite du détournement des aides internationales

Depuis plusieurs années, le Front Polisario est régulièrement accusé de détournement des aides humanitaires, financières et matérielles, attribuées par des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que par des organisations internationales.

### 3.1. Un lourd passif de détournement

Outre les accusations d'anciens membres du Polisario<sup>15</sup>, la presse internationale a rapporté plusieurs exemples de détournement. En mars 1999, le quotidien espagnol **El País** révélait qu'une aide de 64 millions de pesetas (environ 385 000 euros)

---

<sup>13</sup> Nadja Bouchira, « Comment désamorcer la bombe du Sahel? », *El Watan*, 15 juin 2008, <http://www.elwatan.com/Terrorisme-trafics-et-conflit>

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Claude Moniquet, *op. cit.*, pp. 51-52.



remise par la Croix rouge espagnole au Polisario pour acheter 430 chameles afin d'améliorer les conditions d'alimentation des enfants sahraouis avait disparu. Cela a même été implicitement confirmé par Embarek Malainine, le responsable de la coopération internationale du mouvement séparatiste, qui n'a pas démenti le bien-fondé de ces accusations en admettant, candidement, que ce détournement n'avait toutefois pas contribué à son « *enrichissement personnel*<sup>16</sup> ».

Par ailleurs, le **différentiel entre le nombre réel de réfugiés sahraouis et les chiffres avancés par le Polisario constitue la base du détournement de l'aide alimentaire** acheminée par des organisations internationales. Ce problème n'est pas nouveau et a été à maintes reprises dénoncé. Alors que le Front évaluait, à la fin des années 1990, le nombre de réfugiés dans la région de Tindouf **entre 155 000 et 170 000**, des ONG norvégienne et américaine donnaient des estimations autour de **80 000 personnes**<sup>17</sup>.

Le volume d'aides étant calculé en fonction du nombre de personnes officiellement déclarées par le Polisario, cet écart indique clairement que **ce détournement de l'aide alimentaire et matérielle a été avalisé au plus au niveau** et ne découle pas d'initiatives individuelles comme le déclare le Front.

Ces détournements sont d'autant plus simples et courants que d'après la Commission européenne, **les programmes de certaines ONG concernant l'aide aux réfugiés sahraouis sont « dénués de toute rigueur et du minimum de structure et d'un système d'évaluation requis**<sup>18</sup> ». L'Union européenne (UE) n'est pas non plus en reste car une partie de son aide humanitaire a été retrouvée en vente sur des marchés en Mauritanie. La Commission européenne n'est toutefois pas parvenue à établir « *que ce détournement est réellement l'œuvre d'un réseau organisé*<sup>19</sup> ».

### 3.2. Une tendance appelée à se poursuivre

La poursuite de la **déstructuration du Front Polisario** observée ces dernières années n'a pas permis d'enrayer la tendance du détournement des aides internationales, bien au contraire. De plus, **le fait que le Polisario n'ait toujours pas autorisé le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) à se rendre dans le camp Tindouf, ni même à effectuer un recensement, n'augure pas d'une évolution positive** à propos de cette pratique du détournement<sup>20</sup>. Par ailleurs, en l'absence de réforme des procédures d'attribution des aides par les ONG et les organisations internationales, cette dérive est évidemment appelée à se poursuivre.

---

<sup>16</sup> Ignacio Cembrero, « CRE investigó el desvío por el Polisario de ayudas para comprar 430 camellas », *El País*, 7 mars 1999.

[http://www.elpais.com/articulo/sociedad/ESPANA/SAHARA\\_OCCIDENTAL/SAHARA\\_OCCIDENTAL/FRENTE\\_POLISARIO/RASD/CRUZ\\_ROJA/CRE/investigado/desvio/Polisario/ayudas/comprar/430/camellas/elpepisoc/19990307elpepisoc\\_5/Tes](http://www.elpais.com/articulo/sociedad/ESPANA/SAHARA_OCCIDENTAL/SAHARA_OCCIDENTAL/FRENTE_POLISARIO/RASD/CRUZ_ROJA/CRE/investigado/desvio/Polisario/ayudas/comprar/430/camellas/elpepisoc/19990307elpepisoc_5/Tes)

<sup>17</sup> Claude Moniquet, *op. cit.*, p. 53

<sup>18</sup> Denis Ducarme, *Rapport de la Commission d'enquête indépendante sur les allégations de violations des droits de l'homme, de crimes, d'abus et de détournements divers portées à l'égard du Front Polisario*, Bruxelles/New York, octobre 2006, p. 20.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>20</sup> *World Refugee Survey – Algeria*, U.S. Committee for Refugees and Immigrants (USCRI), 2008. <http://www.refugees.org/countryreports.aspx?id=2116>

En 2003, l'UE a décidé de renforcer le système de contrôle de son aide humanitaire mais a « **rencontré des résistances de la part du Polisario dans l'exécution de sa mission**<sup>21</sup> ». Plusieurs députés européens ont d'ailleurs exigé que l'OLAF (Office européen de lutte anti-fraude) rende public son rapport accusant les membres de la direction du Front Polisario.

En janvier 2008, une mission d'évaluation commune du UNHCR et du Programme alimentaire mondial (PAM) se prononçait en faveur d'un système de distribution plus transparent et incitant à la responsabilité. Deux mois plus tard, l'ONG **Interfaith International**, qui dispose d'un statut consultatif auprès des Nations unies, évoquait devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le fait que **le Polisario détourne et revend l'aide humanitaire et « dépense d'énormes sommes d'argent pour des parades militaires**<sup>22</sup> ».

Par ailleurs, **la crise alimentaire qui touche actuellement les pays en voie de développement, principalement en Afrique, risque d'accentuer les phénomènes de détournement des aides internationales**. Selon le PAM, « *la Mauritanie qui importe 70% de ses besoins alimentaires, fait face aux effets conjugués de la hausse des prix du pétrole, des matières premières, des produits alimentaires en plus de la réorganisation des principaux itinéraires commerciaux maritimes et de l'affaiblissement du dollar*<sup>23</sup> ». Dans ces conditions, il est fort probable que l'activité des marchés parallèles augmente, d'autant que le PAM a prévu davantage de distribution gratuite. Il y a donc de fortes chances pour que le Polisario cherche à tirer profit de cette situation et pour que des biens fournis par les ONG et organisations internationales sur les marchés mauritaniens.

#### **4. Une situation préoccupante au sujet des droits de l'homme**

La question du respect des droits de l'homme par le Front Polisario demeure une source d'inquiétudes pour de nombreux observateurs internationaux. Depuis de nombreuses années cette question a fait l'objet d'une importante quantité de rapports d'organisations internationales.

##### *4.1. Un bilan médiocre en matière de respect des droits de l'homme*

Le Front Polisario a en effet un bilan des plus médiocres dans le domaine du respect des droits humains. Il a été largement reconnu que le traitement infligé par le Polisario à ses prisonniers allait à l'encontre de l'ensemble des standards établis par les conventions internationales. Les travaux d'une commission indépendante révèlent que « **dans les années 1970, 1980 jusque dans les années 1990, la torture a été systématiquement utilisée par les services de sécurité du Polisario pour faire avouer aux personnes détenues qu'elles étaient, en fait, des agents étrangers ou qu'elles participaient à des complots**<sup>24</sup> ». Le rapport de cette commission présidée, en 2006, par le député belge Denis Ducarme présente en détail les diverses allégations de crimes et abus portées contre le Front Polisario.

---

<sup>21</sup> Denis Ducarme, *op cit.*, p. 21.

<sup>22</sup> *World Refugee Survey – Algeria*, *op. cit.*

<sup>23</sup> *Rapport de situation mensuel*, Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations unies (OCHA), Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest, 31 mars 2008.

<sup>24</sup> Denis Ducarme, *op. cit.*, p. 10.

Depuis 1981, une organisation comme **Amnesty International** exprime également « sa préoccupation au sujet des abus commis dans les camps de réfugiés sous la responsabilité des autorités du Polisario dans la région de Tindouf, dans le sud de l'Algérie<sup>25</sup> ». Et d'ajouter que ces violations « incluaient les **détentions arbitraires prolongées, la torture et l'assassinat d'opposants connus ou suspectés** ». L'organisation signale des améliorations depuis 1988 mais évoque l'existence de « rapports concernant des tortures et des mauvais traitements de prisonniers jusqu'en 1992 ».

La libération, certes tardive, des « plus anciens prisonniers de guerre du monde » est un signe positif qui n'a toutefois pas réussi à occulter les difficultés qui subsistent dans les camps du Polisario. En 2005, **Amnesty International** rapportait que « les auteurs d'atteintes aux droits humains commises dans le passé dans ces camps **continuaient de jouir de l'impunité**. Ceux qui s'y trouvaient encore n'avaient toujours pas été remis par le Polisario aux autorités algériennes pour être déférées à la justice<sup>26</sup> ».

#### 4.2. Des avancées insuffisantes

S'il semble que les heures les plus sombres du Polisario au sujet du respect des droits de l'homme appartiennent au passé, **la situation dans les camps demeure une source d'inquiétude pour les observateurs internationaux et les défenseurs des droits humains**.

Une commission d'enquête indépendante estimait en 2006 que le Front Polisario « continue à se caractériser par l'absence d'une système judiciaire garantissant les droits élémentaires des personnes<sup>27</sup> ». Le système éducatif a également été dénoncé en raison de sa non-conformité avec la Convention internationale des Droits de l'Enfant<sup>28</sup>.

Par ailleurs, la presse continue de faire des révélations sur ce qui s'apparente à des violations patentes des droits de l'homme. L'enquête de l'ONG **SOS Esclave** a en effet permis de révéler une affaire d'esclavage dans les camps de Tindouf. Selon le quotidien espagnol **El País**, Soltana, jeune fille noire âgée de 14 ans, était **employée en tant qu'esclave par une famille sahraouie**<sup>29</sup>. La mère adoptive espagnole de Soltana, présidente de l'association « **Amis du peuple sahraoui** », réputée proche du Polisario, a déposé une **plainte contre le mouvement séparatiste**.

**Brahim Ghali, représentant du Polisario à Madrid, a ainsi été appelé à comparaître devant un tribunal espagnol suite à une plainte pour esclavagisme**<sup>30</sup>.

---

<sup>25</sup> Rapport d'*Amnesty International* du 18 avril 1996 consacré aux violations des droits de l'homme au Sahara occidental, cité in Claude Moniquet, *op. cit.*, p. 66.

<sup>26</sup> *Rapport 2005 : la situation des droits humains dans le monde*, Amnesty International, 2005. <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/POL10/001/2005/fr/dom-POL100012005fr.html>

<sup>27</sup> Denis Ducarme, *op. cit.*, p. 33.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>29</sup> Tono Calleja, « Soltana no quiere ser esclava », *El País*, 13 mars 2007. <http://www.elpais.com/articulo/sociedad/Saltana/quiere/ser/esclava/elpepisc/20070312elpepisc/3/Tes>

<sup>30</sup> M'Hamed Hamrouch, « Le représentant du Polisario à Madrid cité à comparaître devant un tribunal espagnol pour esclavagisme », *Aujourd'hui le Maroc*, 7 décembre 2007.

Sur la question des droits de la femme, trois militantes associatives ont saisi en juin 2008, à Genève, le Conseil des droits de l'homme (CDH) au sujet de la « **persistance des violations des droits de la femme dans les camps du Polisario à Tindouf** ». Confirmant l'existence d'un **centre de détention pour femmes**, elles ont demandé au CDH de « **jeter la lumière sur les abus commis à l'intérieur de ce centre où les femmes détenues sont victimes de viols, de violences et d'humiliation systématique de la part de leurs geôliers**<sup>31</sup> ».

Dans l'édition 2008 de son rapport, *Amnesty International* rappelle que le « **Front Polisario n'a pris aucune mesure pour mettre fin à l'impunité dont bénéficiaient ceux qui étaient accusés d'avoir commis des atteintes aux droits humains dans les camps durant les années 1970 et 1980**<sup>32</sup> ».

Enfin, cette situation particulièrement préoccupante à propos du respect des droits de l'homme est confirmée par le *U.S. Committee for Refugees and Immigrants* (USCRI). Dans son rapport de 2008 consacré à l'Algérie, l'USCRI remarque que « **les autorités du Polisario ont maintenu leur propre système policier, judiciaire et pénitentiaire. Ils appliquent leur propre code pénal avec l'assentiment de l'Algérie. Ils détiennent plus d'une centaine de réfugiés dans au moins deux prisons, celle d'Hamdi Ba Sheikh pour les hommes, situé à 30 minutes du quartier général de Rabouni ainsi qu'une autre pour les femmes et les enfants**<sup>33</sup> ». Le rapport dénonce également l'**arrestation à Tindouf de deux réalisateurs australiens** qui effectuaient un reportage sur l'**esclavage** de Sahraouis vivant dans le camp de réfugiés.

## 5. Retrait des négociations de Manhasset

Les négociations de **Manhasset**, dans l'Etat de New York, consistent, on le sait, à une série de discussions entre le gouvernement marocain et des représentants du Polisario lancées par la résolution 1754 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le 30 avril 2007. L'Algérie et la Mauritanie ont également été représentés lors de ces pourparlers, les premiers depuis l'échec du plan de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker en 2004.

### 5.1. Nouveau constat d'échec à Manhasset

Le 19 mars dernier, s'achevait le quatrième round des pourparlers de Manhasset sur un **nouveau constat d'échec. Le refus du Front Polisario d'adhérer à la proposition marocaine d'une autonomie étendue (plan qui a été salué comme une « avancée significative » sur la scène internationale) a en effet empêché les négociations de pouvoir réellement débiter.** Le Front Polisario a d'ailleurs menacé de se retirer du processus dès la fin de la réunion, notamment en raison de propos tenus par l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies, **Peter van Walsum**, selon lesquels « **l'indépendance n'est**

---

<sup>31</sup> « Violations des droits de la femme par le Polisario : des militantes associatives saisissent le CDH », MAP, 5 juin 2008.

<sup>32</sup> *Rapport 2008 : la situation des droits humains dans le monde*, Amnesty International, 2008, p. 278. <http://thereport.amnesty.org/document/107>

<sup>33</sup> *World Refugee Survey – Algeria*, op. cit.

**plus une option** <sup>34</sup> ». Mohammed Khaddad, le coordinateur du Front Polisario auprès de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO), déclarait encore au mois de juin dans la presse espagnole que l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Peter van Walsum, avait « *porté le coup de grâce* » au processus de négociation<sup>35</sup>.

Celui-ci a en effet écrit dans son compte-rendu remis au Conseil de sécurité des Nations unies en avril dernier que **l'indépendance du territoire n'était « pas un objectif réalisable »**. « *Quand j'avais appelé à des négociations entre les parties, en janvier 2006, mon point de départ était que le Maroc ne pourrait jamais être forcé à accepter un vrai référendum, et donc que le choix était soit une prolongation indéfinie de l'impasse ou des négociations directes entre les parties* », précisait-il le 24 septembre dans une interview au magazine marocain *Tel Quel*<sup>36</sup>. Le diplomate néerlandais attribue toutefois l'échec de ces pourparlers à l'intransigeance dont ont fait preuve les deux parties. « *Il m'était apparu de plus en plus clairement que les négociations ne mèneraient à rien, parce que les propositions du Maroc et du Polisario s'excluaient mutuellement : le Maroc rejetait un référendum avec l'indépendance comme option... alors que le Polisario demandait précisément cela* », déclarait-il ainsi à la fin de la quatrième session, ajoutant avoir « *informé le Conseil de sécurité que les échanges qui ont eu lieu ne pouvaient être considérés comme des négociations. En définitive, il n'y a pas eu le moindre rapprochement*<sup>37</sup> »

On remarquera que cette prise de position d'un observateur neutre, en l'occurrence l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, a été très mal accueillie par les représentants du Polisario. Certains en sont même venus à **remettre en cause l'intégrité du diplomate chevronné qu'est M. Walsum**.

**L'excès de ces réactions autorise par lui-même à émettre de sérieux doutes sur la volonté réelle du Polisario de s'impliquer de manière constructive dans le processus de négociations pour trouver une issue au conflit du Sahara occidental.**

## 5.2. Volonté américaine de poursuivre les négociations

En visite le 7 septembre 2008 à Rabat, la secrétaire d'Etat américaine, **Condoleezza Rice**, a toutefois assuré que de nouvelles négociations auraient bien lieu, avec le **soutien actif de Washington**. Elle a en effet estimé qu'il était maintenant temps de trouver une solution au conflit et qu'il y avait « **de bonnes idées sur la table** » de même que « *des moyens d'aller de l'avant* <sup>38</sup> ». **Alors que les Etats-Unis ont**

---

<sup>34</sup> Naoufel Cherkaoui, « le Polisario s'interroge sur l'efficacité des derniers pourparlers à Manhasset. », *Magharebia*, 3 juillet 2008.

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2008/07/03/feature-01>

<sup>35</sup> M'Hamed Hamrouch, « Alger mène une campagne de dénigrement contre le médiateur onusien pour le Sahara », *Aujourd'hui le Maroc*, 27 juin 2008.

<http://www.aujourd'hui.ma/couverture-details62562.html>

<sup>36</sup> Interview exclusive Peter Van Walsum : « Pourquoi Manhasset n'a mené à rien ». Propos recueilli par Mehdi Sekkourt Alaoui. *TELQUEL Online* N°337, 24 septembre 2008.

[www.telquel-online.com/337/maroc5\\_337.shtml](http://www.telquel-online.com/337/maroc5_337.shtml)

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> « Rice veut un règlement rapide du conflit au Sahara occidental », *L'Express*, 7 septembre 2008.

<http://www.lexpress.fr/actualite/depeches/infojour/reuters.asp?id=78552>

**établi en février 2007 un commandement militaire américain pour l'Afrique (AFRICOM), ils ne peuvent en effet se permettre de voir perdurer un conflit dans une zone menacée par les terroristes d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQIM).**

Dans ce cadre, la nomination de **Christopher Ross** au poste de nouvel envoyé personnel du secrétaire général prend tout son sens. Diplomate de carrière, ancien ambassadeur à Damas et à Alger, **il a également occupé les fonctions de coordinateur de la lutte antiterroriste** et de conseiller spécial de département d'Etat pour les affaires irakiennes. L'arrivée de ce diplomate d'expérience, familiarisé avec le problème du terrorisme et parfaitement arabophone, offre donc un **témoignage concret de la volonté affichée par l'administration américaine de relancer les négociations.**

Sa mission ne sera toutefois pas aisée tant **l'écart est grand entre la proposition d'autonomie élargie présentée par le Maroc et l'intransigeance du Polisario qui exige l'indépendance.** De plus, même si la carrière de Christopher Ross l'a amené à Alger, il est peu probable qu'il parvienne à convaincre le gouvernement du président Bouteflika d'abandonner son soutien au référendum d'autodétermination exigé par le Polisario.

Enfin, même si la Maison-Blanche n'a jamais reconnu officiellement la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, le président Bush a affirmé qu'il comprenait la « *sensibilité du peuple marocain* » sur ce problème<sup>39</sup>, et a salué l'initiative marocaine sur l'autonomie élargie. Malgré une volonté affichée de « *ne pas imposer de solution* » et des offres de rapprochement apportées à Alger par Condoleezza Rice, notamment en matière de lutte antiterroriste, un diplomate américain risque donc toujours d'être perçu comme un allié du Maroc.

## **6. Un cruel déficit de démocratie interne**

**L'échec des négociations de Manhasset a permis de mettre en évidence, une nouvelle fois, le manque de démocratie interne dont souffre le mouvement sahraoui. Plusieurs groupes d'opposition se sont en effet exprimés pour dénoncer le manque de légitimité de la direction du Polisario, mettant ainsi en évidence les contradictions internes au Front.**

### *6.1. Colère après la suspension des négociations*

La délégation sahraouie, intégralement composée de membres de l'aile radicale du Front Polisario, a présenté un **front uni et intransigeant lors des négociations de Manhasset.** De plus, le non renouvellement du mandat de Peter van Walsum a paru offrir une victoire diplomatique au Polisario et à l'Algérie.

**Près de 33 ans après la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), l'absence d'accord final sur le statut du Sahara occidental et la détérioration des conditions de vies des Sahraouis dans**

---

<sup>39</sup> Carol Migdalovitz, *Western Sahara : Status of Settlement Efforts*, CRS Report for Congress, Washington D.C., 29 septembre 2006, p.5. <http://fas.org/sgp/crs/row/RS20962.pdf>



## **les camps de Tindouf ont toutefois favorisé l'émergence d'une opposition interne au Polisario.**

Les conditions de vie et les vagues de répression successives subies dans ces camps ont en effet amené des ONG sahraouies à demander l'ouverture d'enquêtes internationales sur des enlèvements d'opposants qui auraient été ordonnés par la direction du Polisario. L'Association sahraouie pour la défense des droits de l'homme a ainsi demandé à la justice espagnole de procéder à l'arrestation de **Brahim Ghali**, ancien « ministre de la Défense », et « ambassadeur » à Madrid du Front Polisario<sup>40</sup>.

« *Le Polisario a emprunté pendant plus de 33 ans le chemin de la confrontation sans arriver à son but et sans parvenir à s'attirer l'appui d'une seule puissance mondiale, pourquoi refuse-t-il toujours d'emprunter le chemin du dialogue*<sup>41</sup> », s'interrogeait ainsi une étudiante sahraouie lors d'une rencontre organisée par des universités publiques madrilènes en présence de dirigeants de la RASD.

« *Le Maroc est appelé à cesser toute négociation avec le Polisario car il ne représente pas les sahraouis de Tindouf* », déclarait pour sa part Abderrahim Berdji, président d'une ONG installée à Séville<sup>42</sup>. « ***Il y a plusieurs courants et mouvements de Sahraouis qui refusent d'être représentés par cette junte qui dirige le Polisario et réclament eux aussi une voix au chapitre et une place à la table des négociations pour trouver une solution à ce conflit qui n'a que trop duré***<sup>43</sup> », a-t-il encore affirmé.

### 6.2. Contestation de la légitimité du Front Polisario

Au-delà du sentiment des populations et des ONG, **des groupes d'opposition organisés dénoncent également la légitimité et la stratégie du Polisario lors des négociations de Manhasset.** « *L'actuelle direction du Front Polisario est illégitime, puisque le 12ème congrès n'a pas été démocratique et légitime. Cette direction n'a aucune légitimité pour négocier ou parler, au nom du peuple sahraoui, avec le gouvernement marocain sur notre futur*<sup>44</sup> », affirmait ainsi un communiqué de **Khatt Achahid** (« La voie du Martyr »), une faction dissidente du Polisario, dont plusieurs dirigeants sont installés en Espagne, et qui dénonce le **caractère antidémocratique de l'actuelle direction sahraouie.** « *Cette direction corrompue continue à sévir, sans aucun changement, ce qui confirme que Mohamed Abdelaziz méprise notre peuple et fait fi de ces appels répétés au changement, à la justice et à la démocratie au sein du Polisario*<sup>45</sup> », poursuivait le texte.

---

<sup>40</sup> « Una asociación saharauí pide a Garzón que detenga a un representante del Polisario que acudirá a unos debates en Sevilla », *EcoDiario*, 25 septembre 2008.

<http://ecodiario.economista.es/legislacion/noticias/770533/09/08/Una-asociacion-saharaui-pide-a-Garzón-que-detenga-a-un-representante-del-Polisario-que-acudira-a-unos-debates-en-Sevilla.html>

<sup>41</sup> « Existence de mouvements d'opposition au Polisario », *Le Matin*, 30 mai 2008.

<http://www.lematin.ma/Actualite/express/Article.asp?id=92091>

<sup>42</sup> Hiwar em prol do desenvolvimento, da solidariedade e do dialogo

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Sahara: les dissidents de Khat Achahid dénoncent l'illégitimité du Polisario, Maghreboo – Agences, 26 décembre 2007. <http://www.maghreboo.com/politique/sahara-les-dissidents-de-khatt-achahid-denonce-l-illegitimite-de-la-direction-du-polisario.html>

<sup>45</sup> *Ibid.*

**Le groupe dénonce par ailleurs l'alignement systématique de la direction du Polisario sur son allié algérien.** « Si l'Algérie veut que les Sahraouis restent à jamais dans les camps de Tindouf, qu'elle améliore au moins leurs conditions de vie », a ainsi déclaré **Mahjoub Salek**, l'un des dirigeants du mouvement en Espagne, au cours de la rencontre de Madrid<sup>46</sup>.

Enfin, **d'anciens dirigeants du Polisario ont appelé ce dernier à changer son attitude face aux propositions marocaines.** Sidati Ghallaoui, Abadila Semlali et Asaad El Moussaoui ont ainsi publié en juin dernier un communiqué appuyant le plan marocain d'autonomie et invitant les parties au conflit à « *répondre favorablement à la résolution 1813 du Conseil de Sécurité de l'ONU*<sup>47</sup> », qui demande « *aux parties et aux États de la région de continuer à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres pour mettre fin à l'impasse actuelle et aller de l'avant vers une solution politique*<sup>48</sup> ». Ils ont par ailleurs également dénoncé les liens qui unissent le Front Polisario à l'Algérie, accusant cette dernière de « **faire perdurer le statu quo, en maintenant un position intransigeante, qui ne cache plus ses visions hégémoniques sur la région**<sup>49</sup> ». Sidati El Ghallaoui, ancien représentant du Polisario à Rome, a ainsi accusé Alger d'être « *le premier responsable des violations des droits des populations sahraouies dans les camps de Tindouf où elles sont privées de leurs droits les plus élémentaire*<sup>50</sup> ».

### 6.3. Existe-t-il une alternative crédible au Polisario ?

Plusieurs positions cohabitent ainsi à l'intérieur du mouvement sahraoui, laissant apparaître des **alternatives possibles à l'actuelle direction du Polisario.** Cette opposition s'est ainsi manifestée sur le terrain, où **les appels à l'Intifada lancés en 2005 et réitérés en septembre 2008 par Mohamed Abdelaziz**<sup>51</sup> **n'ont reçu aucun écho de la part des populations civiles. Seuls quelques incidents mineurs ont en effet éclaté dans quelques districts, impliquant des jeunes chômeurs déjà connus de la justice pour des faits de droit commun.** Par ailleurs, la possibilité évoquée au 12<sup>ème</sup> congrès de reprendre la lutte armée semble s'apparenter d'avantage à une gesticulation qu'à une véritable menace, la plupart des combattants du Polisario ayant été démobilisés de longue date.

Si la direction radicale du Polisario semble donc en perte d'influence, **il n'est toutefois pas certain que la prise du pouvoir par l'une ou l'autre de ces composantes ait un impact sur la poursuite du processus de Manhasset.**

---

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> « L'Algérie et le Polisario appelés à s'inscrire dans l'esprit de réalisme », *Le Matin*, 3 juin 2008.

<http://www.lematin.ma/Actualite/Express/Article.asp?id=92307>

<sup>48</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, résolution 1813(2008), 30 avril 2008.

<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/No8/325/47/PDF/No832547.pdf?OpenElement>

<sup>49</sup> « Populations des camps de Tindouf: Les défenseurs des droits de l'homme donnent l'alerte », *Le rénovateur quotidien*, 11 juin 2008.

[http://www.cridem.org/index.php?id=82&no\\_cache=1&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=18329&tx\\_tnews%5BbackPid%5D=36&cHash=1f979eefod](http://www.cridem.org/index.php?id=82&no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=18329&tx_tnews%5BbackPid%5D=36&cHash=1f979eefod)

<sup>50</sup> [http://www.emarrakech.info/Ancien-responsable-du-polisario-L-Algerie-est-le-premier-responsable-des-violations-des-droits-de-l-homme-dans-les-camps\\_a16090.html](http://www.emarrakech.info/Ancien-responsable-du-polisario-L-Algerie-est-le-premier-responsable-des-violations-des-droits-de-l-homme-dans-les-camps_a16090.html)

<sup>51</sup> Ghada Hamrouche, « Valorisant la résistance des territoires occupés, le président Sarahoui appelle le peuple à poursuivre son intifada », *La tribune*, 19 septembre 2008. <http://www.latribune-online.com/divers/5343.html>



S'il dénonce le caractère antidémocratique ou la soumission à l'Algérie de l'actuelle direction du Polisario, **Khatt Achahid** n'épouse en effet pas les positions marocaines, même si le groupe sahraoui indépendant, fondé en février 2008 aux îles Canaries par des dissidents du Polisario, s'est fixé pour objectif « *la recherche active d'une solution pacifique* » au conflit<sup>52</sup>. Enfin, **il est à craindre que des groupes dissidents mènent des actions violentes pour discréditer le Polisario et trouver une audience qui leur est aujourd'hui refusée**. De même, la perte d'autorité de la direction historique du mouvement sahraoui risque **de favoriser sa décomposition et l'apparition de groupes armés criminels**. Pour autant, **il est peu probable qu'un groupe d'opposition puisse effectivement renverser les dirigeants actuels tant qu'ils continuent à bénéficier du soutien algérien**.

## 7. Relations entre le Polisario et l'Algérie

Les relations du Polisario avec l'Etat qui est son soutien le plus appuyé, l'Algérie, remontent à la création du mouvement séparatiste sahraoui. Alger a su instrumentaliser le conflit du Sahara occidental pour chercher à déstabiliser le Maroc, son rival régional.

### 7.1. Un soutien historique au Polisario

Depuis sa création en 1972, le Front Polisario a toujours bénéficié du **soutien de l'Algérie**, qui appuie ses revendications indépendantistes pour des raisons autant idéologiques que géopolitiques.

Lui-même né d'une guerre de libération nationale, l'Etat algérien s'est naturellement impliqué dans la question sahraouie. C'est ainsi **l'activisme diplomatique d'Alger qui a permis à la République arabe sahraouie démocratique d'obtenir la reconnaissance d'une trentaine d'Etats africains et de l'Union africaine**, dont le Maroc s'est retiré en 1984. Le parcours du président algérien Abdelaziz Bouteflika, ancien membre de l'Armée de libération nationale (ALN) et ancien ministre du président Ahmed Ben Bella, a sans doute aussi contribué à consolider la position algérienne. Le président Bouteflika, qui perçoit la question du Sahara occidental comme l'un des derniers conflits de la décolonisation<sup>53</sup>, a en effet réaffirmé à plusieurs reprises le soutien de l'Algérie à « *cette cause et toutes les autres conformément à la charte de l'ONU en vue d'aider le peuple sahraoui ainsi que tous les peuples à recouvrer leur liberté et leur indépendance*<sup>54</sup> .»

S'il est donc cohérent avec les fondements idéologiques de l'Etat, **le soutien algérien au Polisario répond également aux objectifs stratégiques d'Alger au Maghreb**. Le Maroc accuse en effet l'Algérie d'avoir « instrumentalisé » le Polisario pour contrer sa politique et s'assurer un avantage dans la compétition pour la première place en Afrique du Nord. De plus, la création d'un Etat indépendant au

---

<sup>52</sup> « Création à Tenerife du 'Groupe Sahraoui Indépendant' pour la recherche d'une solution pacifique au conflit du Sahara », 6 septembre 2008. <http://www.avmaroc.com/actualite/creation-tenerife-a119929.html>

<sup>53</sup> Carol Migdalovitz, *op.cit.*

<sup>54</sup> <http://www.algerie-dz.com/article2928.html>

Sahara Occidental dans l'orbite de l'Algérie lui offrirait un **accès à l'Océan l'Atlantique**.

### 7.2. *Une relation qui entrave le processus de négociations*

Le Maroc a accusé l'Algérie d'avoir joué un rôle majeur dans l'échec du quatrième round de Manhasset. Ce sont, en effet **les autorités algériennes qui ont orchestré la plus grande part de la campagne médiatique qui a conduit au départ de Peter van Walsum**, jugé trop proche des thèses marocaines<sup>55</sup>. Confrontée ces dernières années à plusieurs échecs diplomatiques<sup>56</sup>, l'Algérie a en effet déployé d'importants efforts pour retourner l'opinion internationale sur la question sahraouie.

Elle a ainsi développé une nouvelle stratégie de **lobbying pour obtenir l'appui de parlements occidentaux**. Un groupe parlementaire de « solidarité avec le peuple sahraoui » s'est ainsi constitué en juillet dernier au parlement britannique, réunissant députés travaillistes et conservateurs. Le député conservateur John Bercow, membre de ce groupe, a ainsi interpellé la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Meg Munn, sur « *l'absence de réaction du gouvernement face à des violations des droits de l'homme perpétrées par le Maroc au Sahara occidental*<sup>57</sup> ».

Par ailleurs, Rabat accuse toujours le Polisario et l'Algérie d'essayer de profiter des accords de cessez-le-feu conclus le 6 octobre 1991 grâce à la présence de la MINURSO pour **réinvestir la zone tampon** évacuée par les Forces armées marocaines. Selon des sources marocaines, **des « éléments militaires » algériens et du Polisario auraient en effet débuté l'installation de nouveaux camps à Tifirati et à Mijik**.

Selon Mohamed Talib, membre du Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes, « *ce mouvement, qui marque une nouvelle escalade dans le conflit autour du Sahara, se veut la traduction de la volonté d'Alger, déjà exaspérée par l'existence de la population sahraouie dans les camps de Tindouf*.<sup>58</sup> » Il s'inscrit en effet dans l'objectif de repeuplement de la zone tampon exposé au 12<sup>ème</sup> congrès du Polisario. Par ailleurs, Rabat accuse également l'Algérie d'apporter un **soutien financier à des opérations de déstabilisation** dans la partie du Sahara occidental sous administration marocaine.

### 7.3. *Ambiguïtés de la position d'Alger*

La presse marocaine a évoqué récemment **un document déclassifié par la CIA dévoilant une offre faite par l'ancien président algérien Chadli Benjedid au roi Hassan II en 1988, portant sur un plan d'autonomie du Sahara occidental dans le cadre de la souveraineté marocaine**. Le texte précise que le président Benjedid était à l'époque « *frustré par l'incapacité du Polisario à*

---

<sup>55</sup> M'Hamed Hamrouch, *op.cit.*, 27 juin 2008.

<sup>56</sup> Hommages rendus à l'initiative marocaine par les Etats-Unis, le Conseil de sécurité de l'ONU, le parlement britannique, etc.

<sup>57</sup> <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200506/cmhansrd/v0061017/text/61017w0022.htm>

<sup>58</sup> « Les séparatistes installent, avec le soutien de l'armée algérienne, des camps à Tifirati et à Mijik », *Aujourd'hui le Maroc*, 14 février 2008. <http://www.aujourd'hui.ma/couverture-detail59837.HTML>

*enregistrer une victoire militaire*<sup>59</sup> ». Cette proposition, qui aurait été largement similaire au plan d'autonomie marocain rejeté à Manhasset, démontre que **plusieurs courants cohabitent depuis cette époque à Alger au sujet du problème sahraoui.**

Aujourd'hui encore, s'affrontent au sommet du pouvoir algérien le clan des militaires et celui des technocrates pragmatiques, plus ouverts à une solution négociée avec le Maroc. C'est cette faction qui a mené au rapprochement opéré ces dernières années par l'Algérie avec les Etats-Unis, la France ou l'Espagne, motivé par la nécessité de rétablir l'économie et l'image internationale du pays après les événements de la décennie 1990. De plus, la nécessité d'améliorer la lutte antiterroriste en Afrique du Nord a amené une coopération nouvelle avec les autorités marocaines.

**L'armée, principal soutien du Front Polisario, continue toutefois de jouer de son influence dans l'entourage du président Bouteflika pour maintenir la position algérienne sur le Sahara occidental.** Avec la lutte antiterroriste, l'éventualité d'un conflit militaire avec le Maroc sur la question sahraouie fournit en effet l'une des principales justifications du programme massif de modernisation de l'armée entrepris depuis 1999 et qui a fait de l'Algérie – un pays qui n'a aucun ennemi extérieur déclaré – le principal acheteur d'armes lourdes et de systèmes d'armes sophistiqués du camp africain.

Par ailleurs, **le maintien d'une situation de conflit permet à l'armée de conserver un rôle prépondérant dans les affaires algériennes.** De plus, chaque clan essaie de se positionner alors que commence à se poser la question de la succession d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la république, pour laquelle le Premier ministre Ahmed Ouyahia, proche des militaires, fait figure de favori. Dans ce cadre, les problèmes de politiques intérieures influenceront donc plus que jamais le positionnement de l'Algérie sur la question du Sahara, provoquant, par voie de conséquence, de nouvelles incertitudes sur l'évolution du processus de règlement du conflit.

## **Conclusions**

**Plus de trente ans après sa création, le Front Polisario est un mouvement en perte de vitesse, qui n'a plus le soutien de sa base, et dont le refus de négocier est en train d'accentuer l'isolement sur la scène internationale comme l'illustre le retrait récent de la reconnaissance de la RASD par le Malawi<sup>60</sup>.**

**Ce contexte difficile pour le mouvement indépendantiste sahraoui n'est pas de nature à permettre une amélioration concernant les différentes dérives qui ont, depuis plus de trente ans, entaché sa réputation. La sclérose idéologique du mouvement couplée à ces difficultés internes et externes pourraient même provoquer une radicalisation d'au moins une**

---

<sup>59</sup> « Un document de la CIA révèle que l'Algérie avait proposé l'autonomie en 1988 », *Aujourd'hui le Maroc*, 28 mai 2008. [http://www.aujourd'hui.ma/la\\_une/la\\_une\\_1680.pdf](http://www.aujourd'hui.ma/la_une/la_une_1680.pdf)

<sup>60</sup> « Le Malawi retire sa reconnaissance à la RASD », APA, 16 septembre 2008. [http://www.apanews.net/apa.php?page=show\\_article&id\\_article=75511](http://www.apanews.net/apa.php?page=show_article&id_article=75511)

**partie de ses membres. Cette hypothèse, corroborée par de nombreux experts internationaux, doit être envisagée avec le plus grand sérieux.**

**Outre l'absence de progrès significatifs sur la question des droits de l'homme et la poursuite du détournement des aides internationales, les liens avérés avec des groupes terroristes proches de la mouvance salafiste et la participation accrue à la criminalité régionale sont les deux aspects les plus inquiétants de la dérive que connaît le mouvement depuis plusieurs années.**

**Dans l'état actuel des choses, les conditions ne sont pas réunies pour que le Front Polisario inverse une tendance qui remonte aux origines du mouvement. De plus, le déficit de démocratie interne au mouvement n'est pas de nature à favoriser l'émergence d'une nouvelle direction plus responsable, capable de s'engager sérieusement dans un processus de négociations.**

**Dès lors, nous estimons que la situation interne du mouvement et l'évolution du contexte régional risque de faciliter une poursuite voire, dans certains cas, une accentuation des dérives du Polisario, au détriment de la population sahraouie d'une part, de la sécurité et de la stabilité régionale d'autre part.**